

# La déclaration des droits de l'Homme est plus pertinente que jamais

## Partage international n° [343](#) - Mars 2017

La déclaration universelle des droits de l'Homme semble encore plus importante et pertinente en 2017 qu'en 1948, quand elle fut adoptée. En 2008, Navi Pillay, à l'époque haute commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a déclaré que « *Ce texte de seulement trente articles a probablement eu plus d'impact sur l'humanité que n'importe quel autre document dans l'histoire moderne* ».

En décembre 1966, les Nations unies ont formellement transcrit les promesses inscrites dans la Déclaration en obligations juridiquement contraignantes, avec l'adoption du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Depuis, la communauté internationale a énormément accru la surveillance en matière de violation des droits humains.

Bien que la plupart des pays aient adhéré à une large variété de traités et d'obligations internationales, les violations des droits restent monnaie courante. Alors que le système des droits humains, basé sur des traités, célèbre son cinquantième anniversaire, comment concilier une architecture toujours plus sophistiquée destinée à surveiller les violations des droits, avec le fait que des violations éhontées perdurent tout autour du monde ?

Certains gouvernements semblent reposer sur des systèmes fondamentalement hostiles aux droits humains individuels de base, et d'autres jeunes administrations semblent ne pas se rendre compte des obligations liées aux traités, ou ont décidé de les oublier. Les démagogues jouent sur l'anxiété publique, attisent les divisions et justifient des politiques qui violent les droits en les présentant comme des mesures nécessaires pour répondre à la menace du terrorisme, infléchir l'usage de la drogue ou juguler l'immigration.

En 2008, N. Pillay louait l'expansion d'un système des droits humains basé sur la loi. Mais l'actuel haut commissaire des Nations unies aux droits humains, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'alarme de son érosion. « *Les défenseurs de ce qui est bon et juste se font déborder, dans trop de pays, par des fanatiques qui attisent les haines ethniques, et cherchent à gagner le pouvoir ou à s'y maintenir en maniant les préjugés et la tromperie, au détriment de ceux qui sont les plus vulnérables* », a-t-il prévenu dans son discours au Sommet des Nations unies sur les réfugiés et les migrants, en septembre 2016.

António Guterres, secrétaire général des Nations unies, est allé plus loin, en déclarant : « *Les Nations unies ont été créées pour prévenir la guerre en nous unissant tous au sein d'un ordre international fondé sur des règles. Aujourd'hui cet ordre est gravement menacé.* »

**Sources :** [hrw.org/news](http://hrw.org/news)

**Thématiques :**

**Rubrique :** [Le respect de la loi](#) (« Chaque fois qu'il y a affaiblissement de la loi... et accroissement général du désordre, alors je me manifeste. » (Bhagavad Gita). La promesse de Krishna, l'Avatar, semble particulièrement d'actualité. C'est pour tenir cette promesse que Maitreya, l'Avatar de notre ère, est présent dans le monde à une époque où l'anarchie est si répandue. « Lorsqu'une nation parvient à l'âge adulte, à la maturité, les relations qu'elle établit avec les autres changent du tout au tout. Elle commence à respecter l'autorité de la loi qui unit toutes les nations, les liant dans leurs responsabilités et leurs besoins mutuels. Le développement vers la maturité se signale précisément par un tel respect des lois que les hommes ont estimées nécessaires pour vivre ensemble en paix... Lorsque, parmi les nations, l'on ignore l'autorité de la loi, c'est le monde entier qui en souffre. » (Le Maître — PI, avril 2004)  
Actuellement, les traités et les résolutions de l'Onu sont méprisés, et les lois nationales et internationales sont bafouées. Dans ce contexte, nous présentons des brèves mettant en exergue la nécessité d'un respect renouvelé de la loi.)